

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206413]

22 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'octroi d'une aide pour la création d'un emploi administratif par les entreprises Jeunes Pousses directement impactées négativement par le Brexit

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) 2021/1755 établissant la réserve d'ajustement au Brexit, les articles 5 et 8;

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 2, inséré par le décret du 17 décembre 2015, et alinéa 5, inséré par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, donné le 9 mars 2022;

Vu le rapport du 21 avril 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mai 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juin 2022;

Vu l'avis 155/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 19 juillet 2022;

Vu l'avis 71.724/2/V du Conseil d'État, donné le 27 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le Brexit affecte gravement le tissu économique de la Région wallonne, tant au niveau des micro, petites et moyennes entreprises qu'au niveau des grandes entreprises;

Considérant que l'année 2020 a marqué une chute des exportations wallonnes vers le Royaume-Uni;

Considérant que depuis le retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne le 1^{er} janvier 2020, les entreprises wallonnes ont dû supporter une augmentation des coûts pour s'adapter aux nouvelles règles en matière de douanes et accises, de TVA, de certification et de normes ainsi qu'en matière de logistique, pour la formation de personnel, pour des conseils de contrats ou d'adaptation des outils informatiques aux nouvelles exigences en matière d'exportation;

Considérant que les entreprises wallonnes, afin de réagir au Brexit et de répondre aux contraintes et nouvelles exigences imposées par ce dernier, ont besoin de disposer rapidement de liquidités;

Considérant que, compte tenu de l'impact majeur du Brexit, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le 6 octobre 2021 le Règlement (UE) 2021/1755 établissant la réserve d'ajustement au Brexit comme instrument permettant le financement de mesures couvrant les coûts liés aux impacts directs négatifs du Brexit;

Considérant que ce Règlement (UE) 2021/1755 permet aux Etats-membres de financer par la réserve d'ajustement au Brexit les aides accordées aux entreprises directement impactées négativement par le Brexit en couvrant des coûts survenus et payés dans la période d'éligibilité du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2023;

Considérant que la mesure de soutien spécifique visée par le présent arrêté sera financé par la réserve d'ajustement au Brexit;

Considérant que les aides fondées sur le présent arrêté ne peuvent être octroyées que sur une période se terminant au plus tard nonante jours avant la date de fin de la période visée à l'article 3, 1), du règlement (UE) 2021/1755 du 6 octobre 2021 établissant la réserve d'ajustement au Brexit, actuellement fixée au 31 décembre 2023 et éventuellement prolongée;

Sur la proposition du Ministre du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'entreprise : toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique, étant précisé que, conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013, toutes les entités contrôlées par la même entité sont considérées comme constituant une entreprise unique;

2° la petite entreprise : l'entreprise qui occupe moins de cinquante personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas dix millions d'euros;

3° l'entreprise jeune pousse : la petite entreprise non cotée, enregistrée depuis un maximum de cinq ans à la Banque-Carrefour des entreprises, qui remplit les conditions suivantes :

a) elle n'a pas repris l'activité d'une autre entreprise;

b) elle n'a pas encore distribué de bénéfices;

c) elle n'est pas issue d'une concentration;

4° le Ministre : le membre du Gouvernement wallon ayant le commerce extérieur dans ses attributions;

5° l'Agence : l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers;

6° le demandeur : l'entreprise jeune pousse ayant introduit une demande de subvention fondée sur le présent arrêté;

7° le Brexit : le retrait effectif du Royaume-Uni de l'Union européenne au 31 janvier 2020;

8° le projet à l'international : la stratégie poursuivie par le demandeur pour son développement à l'international;

9° l'initiative Brexit : l'action de mise en œuvre concrète du projet à l'international du demandeur dont les activités ont été directement impactées négativement par le Brexit en vue de regagner ses parts de marché perdues, de compenser la hausse des coûts d'exportation ou de saisir de nouvelles opportunités en dehors du marché belge;

10° le coût salarial : le montant total payé par le demandeur comprenant le salaire brut et les cotisations patronales obligatoires de sécurité sociale;

11° le Règlement (UE) n° 651/2014 : le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

12° le Règlement (UE) 2021/1755 : le Règlement (UE) 2021/1755 établissant la réserve d'ajustement au Brexit;

13° la période d'éligibilité : la période de référence visée à l'article 3, point 1) du Règlement (UE) 2021/1755, éventuellement prolongée.

Art. 2. La subvention visée par le présent arrêté est une aide spécifique destinée à soutenir les initiatives Brexit du demandeur. Elle est soumise au respect du Règlement (UE) n°651/2014, en particulier son article 22, et au Règlement (UE) n° 2021/1755.

Elle complète les autres dispositifs d'aides prévus par l'Agence.

CHAPITRE 2. — *Les conditions d'éligibilité*

Art. 3. Pour être éligible à la subvention, le demandeur :

1° est une entreprise jeune pousse immatriculée avec un statut actif à la Banque Carrefour des Entreprises;

2° dispose d'un siège d'exploitation principal en Région wallonne défini comme tout établissement ou centre d'activité revêtant un certain caractère de stabilité et qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise du demandeur, emploie le plus de travailleurs;

3° est enregistré avec un statut actif dans la banque de données des entreprises exportatrices de l'Agence ou y introduire une demande d'enregistrement;

4° a subi un impact négatif direct sur les activités de son entreprise en raison du Brexit justifié :

a) par une perte de minimum cinq pour cent de son chiffre d'affaires annuel hors TVA sur le Royaume-Uni à partir 1^{er} janvier 2020, par rapport à son chiffre d'affaires hors TVA sur le Royaume-Uni de l'année de référence 2019 ou;

b) par une perte d'emploi de minimum un équivalent temps plein;

c) par une augmentation des coûts hors TVA liés au Brexit, hausse des prix des matières premières en provenance du Royaume-Uni ou autres coûts additionnels, de minimum cinq pour cent par rapport aux coûts hors TVA de l'année de référence 2019;

5° a un projet à l'international, concret et structuré, qui s'il aboutit, génère une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en termes de développement de la production de bien ou de service localisé en Région wallonne ou en termes d'innovation;

6° a une initiative Brexit et un projet à l'international conformes aux normes nationales et internationales applicables au secteur professionnel du demandeur, y compris les éventuelles règles déontologiques;

7° est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et respecte ses obligations fiscales, sociales et environnementales, ainsi que le code de déontologie ou le règlement d'ordre intérieur qui régit sa profession.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, le Ministre peut compléter ou préciser les éléments permettant de justifier l'impact négatif direct sur les activités de l'entreprise du demandeur en raison du Brexit.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5°, l'Agence apprécie le caractère réaliste de la valeur ajoutée pour l'économie wallonne. La recherche et le développement, la propriété intellectuelle, le chiffre d'affaires, les emplois et les investissements directs en Wallonie, ainsi que leur progression respective, sont portés en compte dans l'évaluation continue de la valeur ajoutée en Wallonie. La valeur ajoutée générée par le demandeur de l'aide est considérée en premier lieu, alors que la valeur ajoutée chez les sous-contractants wallons entre en considération en deuxième lieu.

Art. 4. Ne sont pas éligibles à la subvention :

1° les entreprises débitrices de montants exigibles vis-vis de l'Agence;

2° les entreprises en liquidation, en faillite, en cessation d'activités ou en procédure collective d'insolvabilité, y compris la procédure en réorganisation judiciaire, et ce, quelle que soit l'étape de la procédure d'octroi des subventions du présent arrêté;

3° les entreprises inscrites depuis plus de trois ans à la Banque-Carrefour des entreprises, dont les fonds propres sont inférieurs à la moitié du capital souscrit;

4° les entreprises actives dans les secteurs visés aux articles 1, point 3, a à 1, point 3, c, du Règlement (UE) n° 651/2014;

5° les entreprises faisant l'objet d'une injonction de récupération non exécutée, émise dans une décision antérieure de la Commission européenne déclarant une aide octroyée illégale et incompatible avec le marché intérieur, exception faite des régimes d'aides destinés à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles;

6° les groupements d'entreprises, les fédérations ou les chambres de commerce mixtes dont l'aide est régie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020 relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres.

A l'alinéa 1^{er}, 1°, une compensation ne peut pas avoir lieu entre les dettes du demandeur envers l'Agence et la subvention visée par le présent arrêté.

Art. 5. Le demandeur obtient uniquement la subvention visée par le présent arrêté s'il respecte les conditions prévues par le Règlement (UE) n° 651/2014.

Art. 6. La subvention n'est pas accordée si le demandeur envisage de procéder à une délocalisation partielle ou totale de son activité vers l'étranger, devant entraîner une réduction ou une cessation d'activités en Région wallonne.

Le demandeur maintient ses activités sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter du paiement de la subvention.

Art. 7. Le demandeur bénéficie une seule fois de la subvention visée.

CHAPITRE 3. — *L'objet, le montant et les conditions d'octroi de la subvention*

Art. 8. Dans les limites des crédits engagés à cet effet au budget de l'Agence, une subvention peut être accordée au demandeur qui remplit les conditions du présent arrêté afin de couvrir une partie du coût salarial d'un nouvel employé engagé par le demandeur pour effectuer des tâches administratives dans le cadre de son initiative Brexit.

Art. 9. L'initiative Brexit du demandeur visée à l'article 8 :

1° est compatible avec le projet à l'international du demandeur;

2° dispose d'un degré de faisabilité raisonnable.

Art. 10. La subvention visée à l'article 8 couvre quatre-vingts pour cent du coût salarial du nouvel employé, supporté par le demandeur durant une période de maximum dix-huit mois et prenant fin, en tout état de cause, au plus tard nonante jour avant la date de fin de la période d'éligibilité.

Lorsque, conformément à l'article 11, alinéa 3, le nouvel employé n'est pas engagé pour la réalisation exclusive de tâches administratives répondant aux conditions de l'article 12, le montant de la subvention est réduit au prorata du temps de travail consacré à la réalisation de ces tâches.

Le coût salarial pris en considération pour le calcul de la subvention est plafonné à un montant maximum de 8.000 euros par mois par entreprise.

La subvention ne peut pas couvrir le coût salarial qui fait l'objet d'un financement total ou partiel d'une autre autorité subsidiante.

Art. 11. Pour être éligible à la subvention visée par le présent arrêté, l'engagement du nouvel employé remplit les conditions suivantes :

- 1° il est réalisé par le demandeur après l'introduction de sa demande de subvention fondée sur le présent arrêté;
- 2° il est conforme au droit du travail applicable aux salariés et remplit les obligations sociales et fiscales;
- 3° il est d'une durée de maximum dix-huit mois et prend fin au plus tard nonante jours avant la date de fin de la période d'éligibilité;
- 4° il porte sur un régime de travail à temps plein;
- 5° il concerne exclusivement la réalisation de tâches administratives répondant aux conditions de l'article 12.

La date prise en considération pour vérifier le respect de la condition énoncée à l'alinéa 1^{er}, 1° est la date de signature du contrat de travail.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 4°, le nouvel employé peut être affecté à la réalisation des tâches administratives visées à l'article 11 à temps partiel. Dans ce cas, le contrat de travail du nouvel employé définit précisément le régime de travail sur lequel porte la réalisation exclusive des tâches administratives visées à l'article 12.

Art. 12. Les tâches réalisées par le nouvel employé constituent exclusivement des tâches administratives exceptionnelles nécessaires à la mise en œuvre de l'initiative Brexit du demandeur. Le nouvel employé effectue ces tâches à temps plein.

Le nouvel employé peut être affecté aux tâches suivantes :

- 1° les tâches administratives liées aux formalités douanières;
- 2° le mentoring du personnel du demandeur aux logiciels informatiques en matière de douanes;
- 3° la recherche et les formations relatives aux nouvelles réglementations;
- 4° le suivi des dossiers relatifs aux règles d'origine ou à la certification;
- 5° la mise à jour de rapports;
- 6° la sensibilisation au respect de nouvelles normes sanitaires, environnementales, phytosanitaires et fiscales au Royaume-Uni;
- 7° la veille et l'information sur les changements réglementaires liés au Brexit;
- 8° l'adaptation des outils de communication de l'entreprise du demandeur.

En tout état de cause, il est interdit pour le nouvel employé de réaliser des tâches liées à l'activité normale d'exportation du demandeur.

CHAPITRE 4. — *La procédure d'octroi*

Section 1^{ière}. — Introduction des demandes de subvention

Art. 13. L'Agence détermine la date d'ouverture et la durée de la période d'appel. En fonction des crédits inscrits à son budget pour les subventions visées par le présent arrêté, l'Agence peut décider d'ouvrir plusieurs périodes d'appel.

Seules les demandes valablement introduites sont traitées par l'Agence. L'Agence peut mettre fin prématurément à la période d'appel visée à l'alinéa 1^{er} si le budget disponible à cet effet est épuisé.

Pour l'application du présent article, l'on entend par la période d'appel : la période fixée par l'Agence durant laquelle le demandeur peut introduire une demande de subvention sur base du présent arrêté.

Art. 14. Le demandeur introduit sa demande de subvention en remplissant le formulaire électronique mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

Le demandeur confirme expressément qu'il respecte le Règlement (UE) n° 651/2014 ainsi que le présent arrêté.

Cette confirmation ne fait pas obstacle à une vérification de ce respect par l'Agence.

En outre, le demandeur s'engage dans ce formulaire à conserver durant une période de dix ans à partir de la date du versement de la subvention par l'Agence, sauf prolongation du délai conformément aux dispositions légales en matière de prescription, les documents visés à l'article 20.

Art. 15. Le demandeur joint à sa demande de subvention :

- 1° une description de son projet à l'international et de son initiative Brexit, accompagnée d'un plan de mise en œuvre et d'une estimation du coût salarial lié au nouvel engagement;
- 2° une explication détaillée de l'impact négatif direct du Brexit sur les activités de son entreprise;
- 3° les derniers bilans et comptes de résultats si ceux-ci ne sont pas publiés officiellement;
- 4° tout document utile pour étayer sa demande.

A l'alinéa 1^{er}, 2°, le demandeur est capable de prouver cet impact conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, 4°.

Art. 16. La demande est considérée comme valablement introduite au sens des articles 13, alinéa 2, et 17, alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur reçoit un accusé de réception de son formulaire électronique de demande mentionnant un numéro de dossier.

Section 2. — Examen de la demande, la décision d'octroi et le versement de la subvention

Art. 17. L'Agence examine chaque demande introduite et peut inviter le demandeur à lui fournir tout complément d'information qu'elle juge utile.

L'Agence refuse toute demande qui ne respecte manifestement pas les conditions d'octroi.

Dans les autres cas, l'Agence examine la demande.

Art. 18. Au terme de l'examen, l'Administrateur général de l'Agence accepte la demande ou la rejette par décision motivée. En cas d'acceptation, l'Administrateur général adopte une décision d'octroi de subvention, qui fixe le montant maximum accordé, ainsi que les conditions d'octroi de la subvention.

L'Agence assure le suivi de la décision de l'Administrateur général et la notifie au demandeur.

Art. 19. Après notification de la décision d'octroi, le demandeur transmet une déclaration de créance selon le modèle disponible sur le site de l'Agence et une copie du contrat de travail conclu avec le nouvel employé engagé.

Le contrat de travail contient toutes les informations nécessaires à la vérification, par l'Agence, du respect des conditions établies aux articles 11 et 12.

Après vérification des conditions établies aux articles 11 et 12, l'Agence verse une avance d'un montant de 25.000 euros au demandeur sur base de sa déclaration de créance. En tout état de cause, le montant de l'avance est plafonné à maximum quatre-vingts pour cent du montant de l'estimation du coût salarial visée à l'article 15.

Art. 20. Au plus tard nonante jours avant la date de fin de la période d'éligibilité, le demandeur transmet à l'Agence, par voie électronique :

- 1° un rapport contenant les résultats de son initiative Brexit;
- 2° un rapport d'emploi du temps du nouvel employé engagé;
- 3° le décompte du coût salarial et une copie des fiches de paie du nouvel employé engagé;
- 4° les extraits de compte bancaire du demandeur identifiant clairement l'identité du demandeur attestant du paiement du salaire du nouvel employé engagé ainsi que des cotisations obligatoires de sécurité sociale;
- 5° une déclaration de créance pour le paiement du solde de la subvention.

Le rapport relatif à l'initiative Brexit, le rapport d'emploi du temps et la déclaration de créance mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 4°, sont établis conformément aux modèles mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

L'Agence verse au demandeur le solde de la subvention après réception des documents visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4°, sur base de sa déclaration de créance visée à l'alinéa 1^{er}, 5°. Le montant du solde de la subvention est calculé sur base du décompte des coûts admissibles engagés visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, après déduction de l'avance déjà versée au demandeur en application de l'article 19.

CHAPITRE 5. — *Le remboursement de la subvention*

Art. 21. Conformément aux dispositions énoncées par les articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publiques wallonnes, le demandeur qui a perçu une subvention en application du présent arrêté la rembourse dans sa totalité à l'Agence, lorsqu'il :

- 1° ne respecte pas une ou plusieurs des conditions d'octroi de la subvention;
- 2° n'a pas transmis les documents visés à l'article 20 dans le temps imparti;
- 3° ne maintient pas ses activités sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter de la date de paiement de la subvention;
- 4° affecte les fonds reçus à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été obtenus;
- 5° a obtenu ou a conservé la subvention en communiquant sciemment des renseignements inexacts ou incomplets, sans préjudice d'une éventuelle poursuite pénale.

En outre, le demandeur rembourse à l'Agence la partie de la subvention reçue qui dépasse le montant justifié par les pièces justificatives admises.

L'Agence adresse au demandeur un envoi recommandé précisant les modalités de remboursement. À défaut de remboursement, l'Agence introduit une action en justice.

Le demandeur se trouvant dans au moins une des situations précitées est privé de toute nouvelle subvention de l'Agence et exclu de toute action collective de l'Agence, tant qu'il ne rembourse pas la subvention concernée. En outre, l'Agence peut décider que le demandeur ne peut pas solliciter de subventions auprès de l'Agence pendant une période de trois années prenant cours à la date du remboursement de la subvention ou de l'avance concernée.

CHAPITRE 6. — *Les dispositions finales*

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur à la date de fin de la période d'éligibilité tout en continuant à s'appliquer aux dossiers introduits avant cette date.

Art. 23. Le Ministre du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 22 septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/206413]

22. SEPTEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beihilfe für die Schaffung einer Verwaltungsstelle durch Start-up-Unternehmen, die direkt negativ vom Brexit betroffen sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/1755 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit, der Artikel 5 und 8;

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), Artikel 2 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, und Absatz 5, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016;

Aufgrund der am 9. März 2022 abgegebenen Stellungnahme des Verwaltungsrats der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 21. April 2022;

Aufgrund der am 25. Mai 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. Juni 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 19. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme Nr. 156/2022 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 27. Juli 2022 in Anwendung des Artikels 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 71.724/2/V;

In der Erwägung, dass der Brexit das wirtschaftliche Gefüge der Wallonischen Region sowohl auf der Ebene der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen als auch auf der Ebene der Großunternehmen ernsthaft beeinträchtigt;

In der Erwägung, dass das Jahr 2020 einen Einbruch der wallonischen Exporte in das Vereinigte Königreich verzeichnete;

In der Erwägung, dass die wallonischen Unternehmen seit dem Austritt des Vereinigten Königreichs aus der Europäischen Union am 1. Januar 2020 höhere Kosten für die Anpassung an die neuen Regeln in den Bereichen Zoll und Verbrauchsteuern, Mehrwertsteuer, Zertifizierung und Normen sowie im Bereich der Logistik, für die Schulung von Personal, für die Beratung in Bezug auf Verträge oder die Anpassung von EDV-Arbeitsmitteln an die neuen Exportanforderungen tragen mussten;

In der Erwägung, dass die wallonischen Unternehmen als Reaktion auf den Brexit und zur Bewältigung der durch den Brexit auferlegten Einschränkungen und neuen Anforderungen schnell über Liquidität verfügen müssen;

In der Erwägung, dass das Europäische Parlament und der Rat angesichts der erheblichen Auswirkungen des Brexits am 6. Oktober 2021 die Verordnung (EU) 2021/1755 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit als Instrument zur Finanzierung von Maßnahmen zur Deckung der Kosten im Zusammenhang mit den direkten negativen Auswirkungen des Brexits verabschiedet haben;

In der Erwägung, dass diese Verordnung (EU) 2021/1755 den Mitgliedstaaten die Finanzierung von Beihilfen aus der Reserve für die Anpassung an den Brexit ermöglicht, die direkt negativ vom Brexit betroffenen Unternehmen gewährt werden, um Kosten zu decken, die im Zeitraum für die Förderfähigkeit vom 1. Januar 2020 bis zum 31. Dezember 2023 entstanden sind und bezahlt wurden;

In der Erwägung, dass die im vorliegenden Erlass genannte Maßnahme zur gezielten Unterstützung aus der Reserve für die Anpassung an den Brexit finanziert wird;

In der Erwägung, dass die auf den vorliegenden Erlass gestützten Beihilfen nur für einen Zeitraum gewährt werden können, der spätestens neunzig Tage vor dem Enddatum des in Artikel 3 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/1755 vom 6. Oktober 2021 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit genannten Zeitraums endet, der derzeit auf den 31. Dezember 2023 festgelegt ist und gegebenenfalls verlängert wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Außenhandel;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Unternehmen: jede Einheit, unabhängig von ihrer Rechtsform, die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, wobei zu berücksichtigen ist, dass laut der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 alle Einheiten, die von ein und derselben Einheit kontrolliert werden, als ein einziges Unternehmen angesehen werden;

2° das kleine Unternehmen: das Unternehmen mit weniger als fünfzig Beschäftigten und maximal zehn Millionen Euro Jahresumsatz oder Jahresbilanzsumme;

3° das Start-up-Unternehmen: das nicht börsennotierte kleine Unternehmen, das seit höchstens fünf Jahren bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen registriert ist und die folgenden Bedingungen erfüllt:

a) es hat nicht die Tätigkeit eines anderen Unternehmens übernommen;

b) es hat noch keine Gewinne ausgeschüttet;

c) es ist nicht das Ergebnis eines Zusammenschlusses;

4° der Minister: das Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört;

5° die Agentur: die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen;

6° der Antragsteller: das Start-up-Unternehmen, das einen Zuschussantrag aufgrund des vorliegenden Erlasses eingereicht hat;

7° der Brexit: der tatsächliche Austritt des Vereinigten Königreichs aus der Europäischen Union am 31. Januar 2020;

8° das internationale Projekt: die vom Antragsteller zum Zwecke seiner internationalen Expansion verfolgte Strategie;

9° die Brexit-Initiative: die Maßnahme zur konkreten Umsetzung des internationalen Projekts des Antragstellers, dessen Tätigkeiten durch den Brexit direkt negativ betroffen waren, mit dem Ziel, verlorene Marktanteile zurückzugewinnen, höhere Exportkosten auszugleichen oder neue Chancen außerhalb des belgischen Marktes zu nutzen;

10° die Lohnkosten: der vom Antragsteller gezahlte Gesamtbetrag, der den Bruttolohn und die Arbeitgeberpflichtbeiträge zur sozialen Sicherheit umfasst;

11° die Verordnung (EU) Nr. 651/2014: die Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

12° die Verordnung (EU) 2021/1755: die Verordnung (EU) 2021/1755 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit;

13° der Zeitraum für die Förderfähigkeit: der in Artikel 3 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/1755 genannte Referenzzeitraum, der gegebenenfalls verlängert wird.

Art. 2 - Bei dem im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss handelt es sich um eine spezifische Beihilfe, die dazu bestimmt ist, die vom Antragsteller ausgehenden Brexit-Initiativen zu unterstützen. Er unterliegt der Einhaltung der Verordnung (EU) Nr. 651/2014, insbesondere Artikel 22, und der Verordnung (EU) Nr. 2021/1755.

Er ergänzt die anderen von der Agentur vorgesehenen Beihilfemechanismen.

KAPITEL 2 — *Bedingungen für die Zuschussfähigkeit*

Art. 3 - Um zuschussfähig zu sein, muss der Antragsteller folgende Bedingungen erfüllen:

1° ein Start-up-Unternehmen sein, das mit einem aktiven Status bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen registriert ist;

2° über einen Hauptbetriebsitz in der Wallonischen Region verfügen, der als jede Niederlassung oder Geschäftsstelle bezeichnet wird, die einen gewissermaßen stabilen Charakter aufweist und innerhalb der Gesamtheit des Unternehmens des Antragstellers die meistens Arbeitnehmer beschäftigt;

3° in der Datenbank der Exportunternehmen der Agentur mit einem aktiven Status registriert sein, oder dort einen Registrierungsantrag einreichen;

4° aufgrund des Brexits direkte negative Auswirkungen auf die Geschäftstätigkeit seines Unternehmens erlitten haben, begründet durch:

a) einen Verlust von mindestens fünf Prozent seines Jahresumsatzes ohne Mehrwertsteuer aus der Geschäftstätigkeit mit dem Vereinigten Königreich ab dem 1. Januar 2020 im Vergleich zu seinem Jahresumsatz ohne Mehrwertsteuer aus der Geschäftstätigkeit mit dem Vereinigten Königreich im Bezugsjahr 2019 oder;

b) einen Verlust von mindestens einer Vollzeiteneinheit;

c) einen Anstieg der Brexit-bedingten Kosten ohne Mehrwertsteuer, einen Anstieg der Preise für Rohstoffe aus dem Vereinigten Königreich oder andere zusätzliche Kosten in Höhe von mindestens fünf Prozent im Vergleich zu den Kosten ohne Mehrwertsteuer im Bezugsjahr 2019;

5° ein konkretes und strukturiertes internationales Projekt haben, das, wenn es zustande kommt, einen Mehrwert für die wallonische Wirtschaft generiert, insbesondere im Bereich der Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region oder im Bereich der Entwicklung der Produktion von Waren und Dienstleistungen in der Wallonischen Region, oder aber in Sachen Innovation.

6° über eine Brexit-Initiative und ein internationales Projekt verfügen, die den nationalen und internationalen Normen entsprechen, die auf den beruflichen Sektor des Antragstellers Anwendung finden, einschließlich der eventuellen berufsethischen Regeln;

7° den gesetzlichen Bestimmungen genügen, die die Ausübung seiner Tätigkeit regeln, und die steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Verpflichtungen sowie den Kodex der Standespflichten oder die Geschäftsordnung seines Berufs beachten;

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 4 kann der Minister die Punkte ergänzen oder näher bestimmen, mit denen die direkten negativen Auswirkungen auf die Tätigkeiten des Unternehmens des Antragstellers aufgrund des Brexits begründet werden können.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 5 schätzt die Agentur den realistischen Charakter der Wertschöpfung für die wallonische Wirtschaft ein. Forschung und Entwicklung, geistiges Eigentum, Umsatz, Arbeitsplätze und Direktinvestitionen in der Wallonie sowie ihre jeweiligen Fortschritte fließen in die laufende Bewertung des Mehrwerts in der Wallonie ein. Dabei wird in erster Linie die Wertschöpfung berücksichtigt, die der Antragsteller der Beihilfe erwirtschaftet, während die Wertschöpfung bei den wallonischen Subunternehmern in zweiter Linie berücksichtigt wird.

Art. 4 - Nicht zuschussfähig sind:

1° Unternehmen, die der Agentur fällige Beträge schulden;

2° Unternehmen, die in die Liquidation, den Konkurs, die Einstellung der Tätigkeit oder in ein Gesamtinsolvenzverfahren, einschließlich eines gerichtlichen Sanierungsverfahrens, gehen, und zwar unabhängig von der Phase des Verfahrens zur Gewährung von Zuschüssen aus dem vorliegenden Erlass;

3° Unternehmen, die seit mehr als drei Jahren bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen sind, deren Eigenkapital weniger als die Hälfte des gezeichneten Kapitals beträgt;

4° Unternehmen, die in den Sektoren tätig sind, die in den Artikeln 1 Absatz 3 Buchstabe a bis 1, Absatz 3 Buchstabe c der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 genannt werden;

5° Unternehmen, die einer nicht umgesetzten Rückforderungsanordnung unterliegen, die in einem früheren Beschluss der Europäischen Kommission zur Feststellung der Rechtswidrigkeit und Unvereinbarkeit einer gewährten Beihilfe mit dem Binnenmarkt erlassen wurde, mit Ausnahme von Beihilferegeln zur Beseitigung von Schäden, die durch bestimmte Naturkatastrophen verursacht wurden;

6° Unternehmensgemeinschaften, Verbände oder gemischte Handelskammern, deren Unterstützung dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 über die Förderung der Internationalisierung von Unternehmensverbänden, gemischten Handelskammern und ihren Mitgliedern unterliegt.

Gemäß Absatz 1 Ziffer 1 kann kein Ausgleich zwischen den Schulden des Antragstellers gegenüber der Agentur und dem im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss stattfinden.

Art. 5 - Der Antragsteller erhält den im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss nur, wenn er die in der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 vorgesehenen Bedingungen erfüllt.

Art. 6 - Der Zuschuss wird nicht gewährt, wenn der Antragsteller eine ganze oder teilweise Auslagerung seiner Tätigkeit ins Ausland plant, die zu einer Reduzierung oder einer Einstellung der Tätigkeiten in der Wallonischen Region führen muss.

Der Antragsteller erhält während einer Dauer von drei Jahren nach Auszahlung des Zuschusses seine Tätigkeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region aufrecht.

Art. 7 - Der Antragsteller erhält den genannten Zuschuss nur einmal.

KAPITEL 3 — *Gegenstand, Betrag und Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses*

Art. 8 - Im Rahmen der im Haushalt der Agentur für diesen Zweck gebundenen Mittel kann dem Antragsteller, der die Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllt, ein Zuschuss gewährt werden, um einen Teil der Lohnkosten eines neuen Angestellten zu decken, den der Antragsteller zur Erledigung von Verwaltungsaufgaben im Rahmen seiner Brexit-Initiative einstellt.

Art. 9 - Die Brexit-Initiative des Antragstellers gemäß Artikel 8:

- 1° ist mit dem internationalen Projekt des Antragstellers vereinbar;
- 2° weist eine vernünftige Durchführbarkeit auf.

Art. 10 - Der Zuschuss gemäß Artikel 8 deckt achtzig Prozent der Lohnkosten des neuen Angestellten, die der Antragsteller während eines Zeitraums von höchstens achtzehn Monaten trägt, der in jedem Fall spätestens neunzig Tage vor dem Ende des Zeitraums der Förderfähigkeit endet.

Wird der neue Angestellte gemäß Artikel 11 Absatz 3 nicht ausschließlich für die Erledigung von Verwaltungsaufgaben eingestellt, die die Bedingungen von Artikel 12 erfüllen, wird der Betrag des Zuschusses entsprechend der für die Erledigung dieser Aufgaben aufgewendeten Arbeitszeit anteilig gekürzt.

Die bei der Berechnung des Zuschusses berücksichtigten Lohnkosten sind auf einen Höchstbetrag von 8 000 Euro pro Monat und Unternehmen begrenzt.

Der Zuschuss darf keine Lohnkosten decken, die ganz oder teilweise von einer anderen bezuschussenden Behörde finanziert werden.

Art. 11 - Um für den im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss in Frage zu kommen, muss die Einstellung des neuen Angestellten die folgenden Bedingungen erfüllen:

- 1° sie wird vom Antragsteller nach der Einreichung seines auf den vorliegenden Erlass gestützten Zuschussantrags vorgenommen;
- 2° sie entspricht dem für Arbeitnehmer geltenden Arbeitsrecht und erfüllt die sozialen und steuerlichen Verpflichtungen;
- 3° sie hat eine Laufzeit von höchstens achtzehn Monaten und endet spätestens neunzig Tage vor dem Enddatum des Zeitraums für die Förderfähigkeit;
- 4° sie bezieht sich auf eine Vollzeitarbeitsregelung;
- 5° sie betrifft ausschließlich die Ausführung von Verwaltungsaufgaben, die den Bedingungen des Artikels 12 entsprechen.

Das Datum, das zur Überprüfung der Erfüllung der in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Bedingung herangezogen wird, ist das Datum der Unterzeichnung des Arbeitsvertrags.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 4 kann der neue Angestellte für die Ausführung der in Artikel 11 genannten Verwaltungsaufgaben in Teilzeit eingesetzt werden. In diesem Fall wird im Arbeitsvertrag des neuen Angestellten genau festgelegt, auf welche Arbeitsregelung sich die ausschließliche Erledigung der in Artikel 12 genannten Verwaltungsaufgaben bezieht.

Art. 12 - Bei den von dem neuen Angestellten ausgeführten Aufgaben handelt es sich ausschließlich um außergewöhnliche Verwaltungsaufgaben, die für die Umsetzung der Brexit-Initiative des Antragstellers erforderlich sind. Der neue Angestellte führt diese Aufgaben in Vollzeit aus.

Der neue Angestellte kann mit folgenden Aufgaben betraut werden:

- 1° Verwaltungsaufgaben im Zusammenhang mit Zollformalitäten;
- 2° Mentoring des Personals des Antragstellers in Bezug auf zollrelevante Computersoftware;
- 3° Recherche und Schulungen zu den neuen Regelungen;
- 4° Weiterbearbeitung von Akten im Zusammenhang mit Ursprungsregeln oder Zertifizierung;
- 5° Aktualisierung von Berichten;
- 6° Sensibilisierung für die Einhaltung neuer Gesundheits-, Umwelt-, Pflanzenschutz- und Steuerstandards im Vereinigten Königreich;
- 7° Überwachung und Unterrichtung über die mit dem Brexit verbundenen regulatorischen Änderungen;
- 8° Anpassung der Kommunikationsinstrumente des Unternehmens des Antragstellers.

In jedem Fall ist es dem neuen Angestellten untersagt, Aufgaben auszuführen, die mit der normalen Exporttätigkeit des Antragstellers zusammenhängen.

KAPITEL 4 — Verfahren zur Gewährung

Abschnitt 1 — Einreichung der Zuschussanträge

Art. 13 - Die Agentur bestimmt, wann der Abrufzeitraum beginnt, und wie lange er dauert. Je nach den in ihrem Haushaltsplan eingetragenen Mitteln für Zuschüsse im Sinne des vorliegenden Erlasses kann die Agentur beschließen, mehrere Abrufzeiträume zu eröffnen.

Nur gültig eingereichte Anträge werden von der Agentur bearbeitet. Die Agentur kann den in Absatz 1 genannten Abrufzeitraum vorzeitig beenden, wenn die zu diesem Zweck verfügbaren Haushaltsmittel erschöpft sind.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter Abrufzeitraum den von der Agentur bestimmten Zeitraum, im Laufe dessen der Antragsteller einen Zuschussantrag auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses einreichen kann.

Art. 14 - Der Antragsteller reicht seinen Zuschussantrag ein, indem er das auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellte elektronische Formular ausfüllt.

Der Antragsteller bestätigt ausdrücklich, dass er die Verordnung (EU) Nr. 651/2014 sowie den vorliegenden Erlass einhält.

Diese Bestätigung schließt eine Prüfung dieser Einhaltung durch die Agentur nicht aus.

Außerdem verpflichtet sich der Antragsteller in diesem Formular, die in Artikel 20 genannten Unterlagen während eines Zeitraums von zehn Jahren ab dem Datum der Auszahlung des Zuschusses durch die Agentur aufzubewahren, es sei denn, dieser Zeitraum wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen über Verjährungsfristen verlängert.

Art. 15 - Der Antragsteller fügt seinem Zuschussantrag Folgendes bei:

- 1° eine Beschreibung seines internationalen Projekts und seiner Brexit-Initiative, zusammen mit einem Umsetzungsplan und einer Schätzung der mit der Neueinstellung verbundenen Lohnkosten;
- 2° eine detaillierte Erklärung der direkten negativen Auswirkungen des Brexits auf die Tätigkeiten seines Unternehmens;
- 3° die letzten Bilanzen und Ergebnisrechnungen, falls diese nicht offiziell veröffentlicht werden;
- 4° jedes zur Bekräftigung seines Antrags nützliche Dokument.

In Absatz 1 Ziffer 2 ist der Antragsteller in der Lage, diese Auswirkungen gemäß Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 4 nachzuweisen.

Art. 16 - Der Antrag gilt als gültig eingereicht im Sinne von Artikel 13 Absatz 2 und Artikel 17 Absatz 1, wenn der Antragsteller eine Empfangsbestätigung für sein elektronisches Antragsformular erhält, in der ein Aktenzeichen angegeben ist.

Abschnitt 2 — Untersuchung des Antrags, Gewährungsbeschluss und Überweisung des Zuschusses

Art. 17 - Die Agentur untersucht jeden eingereichten Antrag und kann den Antragsteller auffordern, ihr alle zusätzlichen Informationen zu übermitteln, die sie für nützlich hält.

Die Agentur verweigert jeden Antrag, der die Gewährungsbedingungen offensichtlich nicht einhält.

In den sonstigen Fällen untersucht die Agentur den Antrag.

Art. 18 - Nach Abschluss der Untersuchung nimmt der Generalverwalter der Agentur durch einen begründeten Beschluss den Antrag an oder lehnt ihn ab. Im Falle der Bewilligung erlässt der Generalverwalter einen Beschluss über die Gewährung eines Zuschusses, in dem der Höchstbetrag und die Gewährungsbedingungen des Zuschusses festgelegt werden.

Die Agentur sorgt für die weitere Behandlung des Beschlusses des Generalverwalters und notifiziert ihn dem Antragsteller.

Art. 19 - Nach der Mitteilung des Gewährungsbeschlusses übermittelt der Antragsteller eine Forderungsanmeldung gemäß dem auf der Website der Agentur verfügbaren Muster und eine Kopie des Arbeitsvertrags, der mit dem neu eingestellten Angestellten geschlossen wurde.

Der Arbeitsvertrag enthält alle Informationen, die die Agentur benötigt, um die Einhaltung der in den Artikeln 11 und 12 festgelegten Bedingungen zu überprüfen.

Nach Prüfung der in den Artikeln 11 und 12 festgelegten Bedingungen zahlt die Agentur dem Antragsteller auf der Grundlage seiner Forderungsanmeldung einen Vorschuss in Höhe von 25 000 Euro. In jedem Fall ist die Höhe des Vorschusses auf maximal achtzig Prozent des Betrags der geschätzten Lohnkosten nach Artikel 15 begrenzt.

Art. 20 - Spätestens neunzig Tage vor dem Ende des Zeitraums für die Förderfähigkeit übermittelt der Antragsteller der Agentur auf elektronischem Wege:

- 1° einen Bericht mit den Ergebnissen seiner Brexit-Initiative;
- 2° einen Bericht über die Zeitverwendung des neu eingestellten Angestellten;
- 3° die Lohnkostenabrechnung und eine Kopie der Gehaltsabrechnungen des neu eingestellten Angestellten;
- 4° Bankauszüge des Antragstellers, aus denen die Identität des Antragstellers eindeutig hervorgeht und die die Zahlung des Gehalts des neu eingestellten Angestellten sowie der Pflichtbeiträge zur sozialen Sicherheit belegen;
- 5° eine Forderungsanmeldung für die Zahlung des Restbetrags des Zuschusses.

Der Bericht über die Brexit-Initiative, der Bericht über die Zeitverwendung und die Forderungsanmeldung, auf die in Absatz 1 Ziffer 1, 2 und 4 Bezug genommen wird, werden gemäß den auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellten Mustern erstellt.

Die Agentur zahlt dem Antragsteller den Restbetrag des Zuschusses nach Erhalt der in Absatz 1 Ziffer 1 bis 4 genannten Unterlagen auf der Grundlage seiner in Absatz 1 Ziffer 5 genannten Forderungsanmeldung aus. Der Betrag des Restbetrags des Zuschusses wird auf der Grundlage der Abrechnung der angefallenen beihilfefähigen Kosten gemäß Absatz 1 Ziffer 3 berechnet, nach Abzug des Vorschusses, der dem Antragsteller bereits gemäß Artikel 19 ausgezahlt wurde.

KAPITEL 5 — Rückzahlung des Zuschusses

Art. 21 - In Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten erstattet der Antragsteller, der einen im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss erhalten hat, diesen vollständig der Agentur zurück, wenn er:

- 1° eine oder mehrere Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses nicht erfüllt;
- 2° die in Artikel 20 genannten Unterlagen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt hat;
- 3° seine Tätigkeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region nicht während einer Dauer von drei Jahren nach dem Datum der Auszahlung des Zuschusses aufrechterhält;
- 4° die erhaltenen Geldmittel für andere Zwecke verwendet als diejenigen, für die sie gewährt wurden;
- 5° unbeschadet einer eventuellen Strafverfolgung den Zuschuss erhalten oder behalten hat, indem er wissentlich falsche oder unvollständige Angaben mitgeteilt hat.

Darüber hinaus muss der Antragsteller der Agentur den Teil des erhaltenen Zuschusses zurückerstatten, der den durch die akzeptierten Belege gerechtfertigten Betrag übersteigt.

Die Agentur richtet einen Einschreibebrief an den Antragsteller, in dem die Erstattungsmodalitäten angeführt sind. Wenn der Antragsteller den Zuschuss nicht erstattet, erhebt die Agentur Klage.

Dem Antragsteller, der sich in mindestens einer der vorgenannten Situationen befindet, wird jeder neue Zuschuss der Agentur untersagt und er wird von jeder kollektiven Aktion der Agentur ausgeschlossen, solange er den betroffenen Zuschuss nicht erstattet. Die Agentur kann außerdem beschließen, dass der Antragsteller während eines Zeitraums von drei Jahren ab dem Datum der Erstattung des betroffenen Zuschusses oder Vorschusses bei der Agentur keinen Zuschuss beantragen darf.

KAPITEL 6 — Schlussbestimmungen

Art. 22 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und tritt am Datum des Endes des Zeitraums für die Förderfähigkeit außer Kraft, findet jedoch weiterhin Anwendung auf die vor diesem Datum eingereichten Akten.

Art. 23 - Der Minister für Außenhandel wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. September 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206413]

22 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Waalse regering tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van steun voor het scheppen van een administratieve betrekking door startende ondernemingen die rechtstreeks nadeel ondervinden van de Brexit

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2021/1755 van 6 oktober 2021 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit, de artikelen 5 en 8;

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), artikel 2, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, en vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers", gegeven op 9 maart 2022;

Gelet op het rapport van 21 april 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 mei 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 juni 2022;

Gelet op het advies nr. 155/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 juli 2022;

Gelet op het advies nr. 71.724/2/V van de Raad van State, gegeven op 27 juli 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Brexit de economische structuur van het Waalse Gewest ernstig aantast, zowel op het niveau van micro-, kleine en middelgrote ondernemingen als op het niveau van grote ondernemingen;

Overwegende dat het jaar 2020 een daling van de Waalse export naar het Verenigd Koninkrijk betekende;

Overwegende dat de Waalse bedrijven sinds de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk uit de Europese Unie op 1 januari 2020 een stijging van de kosten hebben moeten dragen om zich aan te passen aan de nieuwe regels inzake douane en accijnzen, btw, certificering en normen, alsook op het gebied van logistiek, opleiding van personeel, advies over contracten of aanpassing van IT-instrumenten aan de nieuwe exportvereisten;

Overwegende dat Waalse ondernemingen, om op de Brexit te kunnen reageren en aan de beperkingen en nieuwe eisen van de Brexit te kunnen voldoen, snel over liquiditeiten moeten kunnen beschikken;

Overwegende dat het Europees Parlement en de Raad, gelet op de grote gevolgen van de Brexit, op 6 oktober 2021 Verordening (EU) 2021/1755 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit als instrument voor de financiering van maatregelen ter dekking van de kosten in verband met de directe negatieve gevolgen van de Brexit hebben aangenomen;

Overwegende dat deze Verordening (EU) 2021/1755 het de lidstaten mogelijk maakt steun aan ondernemingen die rechtstreeks negatieve gevolgen van de Brexit ondervinden, te financieren uit de reserve voor aanpassing aan de Brexit door de kosten te dekken die in de aanmerking komende periode van 1 januari 2020 tot en met 31 december 2023 zijn gemaakt en betaald;

Overwegende dat de in dit besluit bedoelde specifieke steunmaatregel zal worden gefinancierd uit de reserve voor aanpassing aan de Brexit;

Overwegende dat steun op basis van dit besluit slechts mag worden verleend voor een periode die uiterlijk 90 dagen vóór het einde van de in artikel 3, lid 1, van Verordening (EU) 2021/1755 van 6 oktober 2021 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit, die momenteel is vastgesteld op 31 december 2023 en eventueel kan worden verlengd, afloopt.

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de onderneming: elke entiteit, ongeacht de rechtsvorm ervan, die een economische activiteit uitoefent, waarbij aangemerkt wordt dat overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013, alle entiteiten die onder de zeggenschap staan van dezelfde entiteit, als één onderneming dienen te worden beschouwd;

2° de kleine onderneming : de onderneming die minder dan 50 personen tewerkstelt en waarvan de jaarlijkse omzet niet hoger is dan 10 miljoen euro;

3° de startende onderneming: de kleine niet-beursgenoteerde onderneming, ingeschreven sinds maximum vijf jaar bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, die voldoet aan de volgende voorwaarden:

a) zij heeft het bedrijf van een andere onderneming niet overgenomen;

b) zij heeft nog geen winst uitgekeerd;

c) zij is niet het resultaat van een concentratie;

4° de Minister: het lid van de Waalse Regering bevoegd voor Buitenlandse Handel;
5° het Agentschap: het Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings;
6° de aanvrager : de startende onderneming die een subsidie-aanvraag gegrond op dit besluit ingediend heeft;
7° de Brexit: de daadwerkelijke terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk uit de Europese Unie op 31 januari 2020;
8° het project op internationaal vlak : de strategie gevolgd door de aanvrager om zijn internationale ontwikkeling te bevorderen;

9° het Brexit-initiatief: de concrete uitvoering van het internationale project van de aanvrager wiens activiteiten rechtstreeks negatief zijn beïnvloed door de Brexit om verloren marktaandeel terug te winnen, de stijging van de exportkosten te compenseren of nieuwe kansen buiten de Belgische markt aan te grijpen;

10° de loonkost: het totale bedrag dat door de aanvrager wordt betaald, inclusief het brutoloon en de verplichte sociale werkgeversbijdragen;

11° Verordening (EU) nr. 651/2014 : Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard;

12° de Verordening (EU) 2021/1755 : de Verordening (EU) 2021/1755 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit;

13° de subsidiabiliteitsperiode: de referentieperiode bedoeld in artikel 3, punt 1), van Verordening (EU) 2021/1755, eventueel verlengd.

Art. 2. De subsidie bedoeld in dit besluit is een specifieke steunmaatregel ter ondersteuning van de Brexit-initiatieven van de aanvrager. Zij is onderworpen aan Verordening (EU) nr. 651/2014, met name artikel 22 daarvan, en Verordening (EU) nr. 2021/1755.

Ze vormt een aanvulling op de andere steunregelingen van het Agentschap.

HOOFDSTUK 2. — *Subsidiabiliteitsvoorwaarden*

Art. 3. Om voor de subsidie in aanmerking te komen moet de aanvrager :

1° een startende onderneming zijn met een actief statuut bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
2° een hoofdbedrijfszetel hebben in het Waalse Gewest gedefinieerd als elke vestiging of elk activiteitencentrum dat een bepaald stabiel karakter vertoont en dat in de gehele onderneming van de aanvrager het grootste aantal werknemers tewerkstelt;

3° met een "actief" statuut in de databank van de uitvoerende ondernemingen van het Agentschap worden geregistreerd of daar een aanvraag tot registratie indienen;

4° als gevolg van de Brexit rechtstreekse negatieve gevolgen voor zijn bedrijf hebben ondervonden, gerechtvaardigd :

a) door een verlies van ten minste vijf procent van zijn jaaromzet in het Verenigd Koninkrijk exclusief btw vanaf 1 januari 2020 ten opzichte van zijn omzet in het Verenigd Koninkrijk exclusief btw in het referentiejaar 2019; of;

b) door een verlies van werkgelegenheid van ten minste één voltijdsequivalent;

c) door een stijging van de niet-btw-kosten in verband met Brexit, een stijging van de grondstoffenprijzen uit het Verenigd Koninkrijk of andere extra kosten van ten minste vijf procent ten opzichte van de niet-btw-kosten van het referentiejaar 2019;

5° een concreet en gestructureerd project op internationaal vlak hebben dat indien het tot een goed einde gebracht wordt, een meerwaarde voor de Waalse economie creëert, met name in termen van werkgelegenheidscreatie- of handhaving in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest, of in termen van innovatie.

6° over een Brexit-initiatief en een project op internationaal vlak beschikken dat voldoet aan de nationale en internationale normen die van toepassing zijn op de beroepssector van de aanvrager met inbegrip van de eventuele deontologische regels;

7° aan de wetbepalingen voldoen die zijn activiteit regelen, en aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen alsook aan de deontologische code of het huishoudelijk reglement dat op zijn beroep van toepassing is;

Met betrekking tot het eerste lid, 4°, kan de Minister bevoegd voor buitenlandse handel de elementen die de rechtstreekse negatieve impact op de activiteiten van de onderneming van de aanvrager als gevolg van de Brexit rechtvaardigen, aanvullen of specificeren.

Met betrekking tot het eerste lid, 5°, waardeert het Agentschap het realistische karakter van deze toegevoegde waarde voor de Waalse economie. Onderzoek en ontwikkeling, intellectuele eigendom, omzet, werkgelegenheid en directe investeringen in Wallonië, alsook hun respectieve groei, worden in aanmerking genomen bij de voortdurende evaluatie van de toegevoegde waarde in Wallonië. De door de steunaanvrager gegenereerde toegevoegde waarde komt op de eerste plaats, terwijl de toegevoegde waarde van de Waalse onderaannemers op de tweede plaats komt.

Art. 4. Komen niet in aanmerking voor de subsidie:

1° ondernemingen die bedragen verschuldigd zijn aan het Agentschap;

2° ondernemingen in liquidatie, faillissement, staking van activiteiten of collectieve insolventieprocedures, met inbegrip van gerechtelijke reorganisatieprocedures, en dit, in enig stadium van de procedure voor de toekenning van subsidies op grond van dit besluit;

3° de onderneming die meer dan drie jaar bij de Kruispuntbank van Ondernemingen is ingeschreven, waarvan het eigen vermogen niet kleiner is dan de helft van het geplaatste kapitaal;

4° ondernemingen die actief zijn in de sectoren bedoeld in artikel 1, punt 3, a tot 1, punt 3, c, van Verordening (EU) nr. 651/2014;

5° ondernemingen ten aanzien waarvan een uitstaand bevel tot terugvordering is uitgevaardigd bij een eerdere beschikking van de Europese Commissie waarbij steun onrechtmatig en onverenigbaar met de interne markt is verklaard, met uitzondering van steunregelingen tot herstel van de schade veroorzaakt door bepaalde natuurrampen;

6° groeperingen van ondernemingen, federaties of gemengde kamers van koophandel waarvan de steun wordt geregeld door het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020 betreffende de ondersteuning van de internationalisering van groeperingen van ondernemingen, gemengde kamers van koophandel en hun leden.

In het eerste lid, 1°, mag er geen compensatie worden verricht tussen de schulden van de aanvrager tegenover het Agentschap en een in dit besluit bedoelde subsidie.

Art. 5. De aanvrager kan geen subsidie bedoeld bij dit besluit verkrijgen als hij de voorwaarden bedoeld bij Verordening (EU) nr. 651/2014 niet in acht neemt.

Art. 6. De subsidie wordt niet toegekend als de aanvrager van plan is over te gaan tot een gedeeltelijke of gehele delocalisatie van zijn activiteit naar het buitenland, wat een vermindering of een stopzetting van activiteiten in het Waalse Gewest als gevolg zou hebben.

De aanvrager handhaaft zijn activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest tijdens een duur van drie jaar te rekenen van de betaling van de subsidie.

Art. 7. De aanvrager zal de subsidie slechts eenmaal ontvangen.

HOOFDSTUK 3. — *Doel, bedrag en toekeningsvoorwaarden van de subsidie*

Art. 8. Binnen de grenzen van de voor dit doel in de begroting van het Agentschap vastgelegde kredieten kan aan een aanvrager die voldoet aan de voorwaarden van dit besluit een subsidie worden toegekend ter dekking van een deel van de salariskosten van een nieuwe werknemer die door de aanvrager in dienst wordt genomen om administratieve taken in verband met zijn Brexit-initiatief uit te voeren.

Art. 9. Het Brexit-initiatief van de aanvrager als bedoeld in artikel 8 :

1° is verenigbaar met het project op internationaal vlak van de aanvrager;

2° heeft een redelijke mate van haalbaarheid.

Art. 10. De in artikel 8 bedoelde subsidie dekt tachtig procent van de loonkosten van de nieuwe werknemer, ten laste van de aanvrager gedurende een periode van ten hoogste achttien maanden, die in ieder geval niet later dan negentig dagen voor het einde van de subsidiabiliteitsperiode eindigt.

Wanneer de nieuwe werknemer overeenkomstig artikel 11, lid 3, niet uitsluitend wordt aangesteld voor de uitvoering van administratieve taken die voldoen aan de voorwaarden van artikel 12, wordt het bedrag van de subsidie verlaagd in verhouding tot de aan de uitvoering van deze taken bestede arbeidstijd.

De loonkosten die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de subsidie zijn beperkt tot een maximumbedrag van 8.000 euro per maand per onderneming.

De subsidie mag geen loonkosten dekken die geheel of gedeeltelijk door een andere subsidieverlenende instantie worden gefinancierd.

Art. 11. Om in aanmerking te komen voor de in dit besluit bedoelde subsidie moet de aanwerving van de nieuwe werknemer aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° zij wordt uitgevoerd door de aanvrager na de indiening van zijn subsidie-aanvraag op basis van dit besluit;

2° zij leeft het arbeidsrecht na dat van toepassing is op de werknemers en voldoet aan de sociale en fiscale verplichtingen;

3° zij geldt voor ten hoogste achttien maanden en eindigt uiterlijk 90 dagen voor het einde van de subsidiabiliteitsperiode;

4° zij betreft een voltijds arbeidsstelsel;

5° zij betreft uitsluitend de uitvoering van administratieve taken die voldoen aan de voorwaarden van artikel 12.

De datum die in aanmerking wordt genomen om na te gaan of aan de voorwaarde van lid 1, 1°, is voldaan, is de datum van ondertekening van de arbeidsovereenkomst.

In afwijking van lid 1, 4°, kan de nieuwe werknemer worden belast met de in artikel 11 bedoelde administratieve taken op deeltijdbasis. In dat geval wordt in de arbeidsovereenkomst van de nieuwe werknemer nauwkeurig omschreven op welke arbeidsstelsel de exclusieve uitvoering van de in artikel 12 bedoelde administratieve taken betrekking heeft.

Art. 12. De door de nieuwe werknemer verrichte taken zijn uitsluitend uitzonderlijke administratieve taken die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het Brexit-initiatief van de aanvrager. De nieuwe werknemer voert deze taken voltijds uit.

De nieuwe werknemer kan worden belast met de volgende taken:

1° administratieve taken in verband met douaneformaliteiten;

2° begeleiding van het personeel van de aanvrager op het gebied van computersoftware in verband met de douane;

3° onderzoek en opleiding inzake nieuwe regelgeving;

4° de opvolging van dossiers in verband met oorsprongsregels of certificering;

5° het bijwerken van de verslagen;

6° bewustmaking van nieuwe sanitaire, milieu-, fytosanitaire en fiscale normen in het Verenigd Koninkrijk;

7° het toezicht op en de voorlichting over de wijzigingen in de regelgeving in verband met de Brexit;

8° de aanpassing van de zakelijke communicatiemiddelen van de aanvrager.

In elk geval is het de nieuwe werknemer verboden taken te verrichten die verband houden met de normale uitvoeractiviteit van de aanvrager.

HOOFDSTUK 4. — *De toekeningsprocedure*

Afdeling 1. — Indiening van de subsidie-aanvragen

Art. 13. Het Agentschap stelt de openingsdatum en de duur van de oproepperiode vast. Naar gelang van de kredieten die in zijn begroting zijn opgenomen voor de in dit besluit bedoelde subsidies, kan het Agentschap besluiten meerdere oproepperioden te openen.

Alleen geldige aanvragen worden door het Agentschap in behandeling genomen. Het Agentschap kan de in lid 1 bedoelde oproepperiode voortijdig beëindigen indien het daarvoor beschikbare budget is uitgeput.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder oproepperiode, de door het Agentschap vastgestelde termijn waarbinnen de aanvrager een subsidie-aanvraag kan indienen op basis van dit besluit.

Art. 14. De aanvrager dient gratis zijn aanvraag om subsidie in aan de hand van het elektronisch formulier dat op de website van het Agentschap ter beschikking wordt gesteld.

De aanvrager bevestigt uitdrukkelijk dat hij Verordening (UE) nr. 651/2014 en dit besluit naleeft.

Deze bevestiging belemmert de verificatie van die naleving door het Agentschap niet.

Bovendien verbindt de aanvrager er zich in dit formulier toe om de in artikel 20 bedoelde documenten, tijdens een periode van tien jaar te behouden te rekenen van de datum van storting van de subsidie door het Agentschap, behalve verlenging van de termijn overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake verjaring.

Art. 15. Bij zijn subsidie-aanvraag voegt de aanvrager:

1° een beschrijving van zijn internationale project en zijn Brexit-initiatief, vergezeld van een uitvoeringsplan en een raming van de loonkosten van de nieuwe verbintenis;

2° een gedetailleerde uitleg over de directe negatieve gevolgen van de Brexit voor zijn onderneming;

3° de laatste balansen en winst- en verliesrekeningen indien deze niet officieel zijn bekendgemaakt;

4° elk nuttig document om zijn aanvraag te steunen.

In het eerste lid, 2°, kan de aanvrager dit effect bewijzen overeenkomstig artikel 3, eerste lid, 4°.

Art. 16. De aanvraag wordt geacht geldig te zijn ingediend in de zin van artikel 13, tweede lid, en 17, eerste lid, wanneer de aanvrager een ontvangstbevestiging ontvangt van zijn elektronische aanvraagformulier met vermelding van een dossiernummer.

Afdeling 2. — Onderzoek van de subsidie-aanvraag, beslissing tot toekenning van de subsidie en storting van de subsidie

Art. 17. Het Agentschap onderzoekt elke ingediende aanvraag en kan de aanvrager erom verzoeken hem elke aanvullende informatie die het nuttig acht te verstrekken.

Het Agentschap weigert elke aanvraag die de toekenningsvoorwaarden niet duidelijk naleeft.

In de andere gevallen behandelt het Agentschap de aanvraag.

Art. 18. Na afloop van het onderzoek aanvaardt of verwerpt de Administrateur-generaal van het agentschap de aanvraag bij een met redenen omkleed besluit. In geval van goedkeuring neemt de Administrateur-generaal een beslissing tot toekenning van de subsidie aan, dat het maximaal toegekende bedrag alsook de voorwaarden van toekenning van de subsidie bepaalt.

Het Agentschap zorgt voor de opvolging van de beslissing van de Administrateur-generaal en deelt ze aan de aanvrager mede.

Art. 19. Na de kennisgeving van het toekenningsbesluit dient de aanvrager een schuldvorderingsverklaring in overeenkomstig het op de website van het Agentschap beschikbare model en een kopie van de met de nieuw aangeworven werknemer gesloten arbeidsovereenkomst.

De arbeidsovereenkomst bevat alle gegevens die het Agentschap nodig heeft om na te gaan of aan de voorwaarden van de artikelen 11 en 12 is voldaan.

Na verificatie van de voorwaarden van de artikelen 11 en 12 betaalt het Agentschap de aanvrager een voorschot van 25.000 euro op basis van zijn schuldvorderingsverklaring. Het voorschot mag in geen geval meer bedragen dan tachtig procent van de in artikel 15 bedoelde geraamde loonkosten.

Art. 20. Uiterlijk 90 dagen voor het einde van de subsidiabiliteitsperiode zendt de aanvrager het Agentschap langs elektronische weg :

1° een verslag met de resultaten van zijn Brexit-initiatief;

2° een tijdsbestedingsrapport voor de nieuw aangeworven werknemer;

3° de loonkostenafrekening en een kopie van de loonstroken van de nieuw aangeworven werknemer;

4° de rekeninguittreksels van de aanvrager waaruit duidelijk de identiteit van de aanvrager blijkt en waaruit de betaling van het loon van de nieuw aangeworven werknemer en de verplichte socialezekerheidsbijdragen blijken;

5° een schuldvorderingsverklaring tot betaling van het saldo van de subsidie.

Het Brexit-rapport, het tijdsbestedingsrapport en de schuldvorderingsverklaring, bedoeld in het eerste lid, 1°, 2° en 4°, worden opgesteld overeenkomstig de modellen die op de website van het Agentschap beschikbaar worden gesteld.

Het Agentschap betaalt het saldo van de subsidie aan de aanvrager na ontvangst van de documenten, bedoeld in het eerste lid, 1° tot en met 4°, op basis van zijn schuldvorderingsverklaring, bedoeld in het eerste lid, 5°. Het bedrag van het saldo van de subsidie wordt berekend op basis van het overzicht van de gemaakte subsidiabele kosten, bedoeld in het eerste lid, 3°, na aftrek van het overeenkomstig artikel 19 reeds aan de aanvrager betaalde voorschot.

HOOFDSTUK 5. — Terugbetaling van de subsidie

Art. 21. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursentiteit betaalt de aanvrager die een toelage krachtens dit besluit heeft ontvangen, ze volledig aan het Agentschap terug indien hij:

1° aan één of meerdere van de toekenningsvoorwaarden van de subsidie niet voldoet;

2° de in artikel 20 bedoelde documenten niet binnen de voorgeschreven termijn heeft ingediend;

3° zijn activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest niet voortzet gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van betaling van de subsidie;

4° de fondsen ontvangen voor andere doeleinden dan welke waarvoor ze toegekend zijn, bestemt;

5° de subsidie heeft ontvangen of behouden en wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt onverminderd een eventuele strafrechtelijke vervolging.

Bovendien betaalt de aanvrager het deel van de ontvangen subsidie dat het door de aanvaarde bewijsstukken gestaafde maximumbedrag overschrijdt, aan het Agentschap terug.

Het Agentschap richt een aangetekende brief met de terugbetalingsmodaliteiten aan de aanvrager. Bij gebrek aan betaling stelt het Agentschap een rechtsvordering in.

De aanvrager die zich minstens in één van bovenvermelde toestanden bevindt, wordt elke nieuwe subsidie van het Agentschap ontnomen en van elke gemeenschappelijke actie van het Agentschap uitgesloten zolang hij de betrokken subsidie niet terugbetaalt. Bovendien kan het Agentschap beslissen dat de aanvrager tijdens drie jaar vanaf de datum van terugbetaling van de betrokken subsidie of voorschot aan het Agentschap geen toelagen zal kunnen aanvragen.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en houdt op van kracht te zijn op de datum van het einde van de subsidiabiliteitsperiode, terwijl het van toepassing blijft op dossiers die vóór die datum zijn ingediend.

Art. 23. De Minister van Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 22 september 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206422]

20 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'article 153, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne des dispositions relatives aux aînés

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 359, modifié en dernier lieu par le décret du 14 février 2019;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne des dispositions relatives aux aînés, l'article 153, alinéa 2;

Vu le rapport du 4 octobre 2021 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 octobre 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 octobre 2021;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone, donné le 19 octobre 2021;

Vu l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 25 octobre 2021;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 10 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des Aînés, donné le 22 octobre 2021;

Considérant le choix du législateur de solidariser le prix d'hébergement payé par le résident en maison de repos ou maison de repos et de soins de toute une série de suppléments dont certains étaient jusqu'alors laissés à son libre choix;

Considérant que ces suppléments concernent :

1° la consommation électrique des dispositifs médicaux;

2° le raccordement téléphonique et le poste téléphonique en chambre pour chaque résident;

3° l'accès à internet dans chaque chambre;

4° le raccordement et l'abonnement à la télédistribution ainsi que la mise à disposition de la télévision ainsi que tout autre matériel audiovisuel dans chaque chambre;

5° la mise à disposition d'un frigo;

6° l'eau potable au chevet des résidents en ce compris les bouteilles d'eau;

Considérant que pour le raccordement téléphonique, le résident supporte uniquement le coût des communications;

Considérant qu'en application de l'article 153, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 précité, « (...) si les éléments prévus à l'article 75 soit, les suppléments précités sont existants au sein de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins, ces éléments doivent être intégrés aux prix de base qui est revu dans les deux années qui suivent la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, moyennant un dossier explicatif »;

Considérant que la période endéans laquelle les suppléments sont intégrés au prix d'hébergement via le dossier explicatif arrive à échéance le 3 novembre 2021;

Considérant la période du COVID-19 qui a suspendu, voire empêché, durant plusieurs mois, les travaux planifiés par les gestionnaires pour permettre d'inclure les suppléments d'ici le 3 novembre 2021;

Considérant que la période liée à la pandémie se prolonge toujours;

Considérant que beaucoup d'établissements n'ont toujours pas pu réaliser les investissements nécessaires à la mise en conformité des bâtiments et demandent un délai supplémentaire;

Considérant qu'il est justifié, de procéder à l'adoption du présent d'arrêté du Gouvernement wallon et de prolonger une nouvelle fois d'une année la disposition transitoire prévue à l'article 153, alinéa 2;

Considérant qu'il y a lieu de faire coïncider l'entrée en vigueur de l'arrêté avec l'échéance prévue au 3 novembre 2021 afin d'assurer la continuité du service public;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.